

N° 66/CA du REPERTOIRE

N° 02-053/CA DU GREFFE

ARRET DU 17 mars 2005

AFFAIRE : EL-HADJ ZOSSOU ODJO Youssouf

C/

- Préfet Atlantique
- CHITOU Abdou Rahamane

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour ,

Vu la requête en date à Cotonou du 06 décembre 2001, enregistrée au Greffe de la Cour le 17 mai 2002 sous le n°0525/GCS, par laquelle Maître Gustave ANANI CASSA, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, conseil du Sieur EL-HADJ Zossou ODJO Youssouf, a introduit un recours à l'effet d'obtenir le sursis à l'exécution du permis d'habiter n°2/337 du 11 juillet 2001 délivré au Sieur CHITOU ABDOU Rahamane sur la parcelle "D" du lot 617 bis – lotissement Kpankpan - Midombo ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n°2378 du 18 juillet 2002.

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;



Notifié par Hn° 3054-3055/GCS du 29/10/2004
RCS/L3135/GCS du 02/11/07

Vu ce 29/10/07
cf
e'am et aut
signé

[Signature]

[Signature]

[Signature]

Oui le Conseiller **AKPAKA Joachim G.** en son rapport ;

Oui l'Avocat Général **Aristide Lucien DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que la recevabilité de la demande de sursis à exécution n'est soumise à aucune condition de délai

Considérant que ledit recours a été précédé d'une requête tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du permis d'habiter incriminé (Dossier n°2002-043) comme le prévoit l'article 73 alinéa 1 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril organisant la procédure devant la Cour Suprême qui dispose ;

Article 73 alinéa 1 : « Sur demande expresse de la partie requérante, la Chambre Administrative peut, à titre exceptionnel, ordonner le sursis à l'exécution des décisions des autorités administratives contre lesquelles a été introduit le recours en annulation... »

Qu'ainsi, le requérant a respecté cette obligation légale ; qu'il y a donc lieu de déclarer son recours recevable ;

Au Fond

Considérant que le requérant sollicite de la Cour qu'il soit sursis à l'exécution du permis d'habiter n°2/337 du 11 juillet 2001 en attendant le règlement définitif du contentieux porté devant la Chambre Administrative de la Cour ;



Considérant que l'article 73 alinéa 2 de l'ordonnance précitée énonce :

Article 73 alinéa 2: « ...*Le sursis à l'exécution ne peut être accordé que si les moyens invoqués paraissent sérieux et si le préjudice encouru par le requérant est irréparable.* » ;

Qu'il en résulte que le sursis à l'exécution d'une décision administrative ne peut être prononcé par la Cour Suprême qu'à la double condition que les moyens invoqués paraissent sérieux et que le préjudice encouru par le requérant soit irréparable ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier que les motifs invoqués par le requérant sont sérieux ;

Qu'en ce qui concerne le caractère irréparable du préjudice encouru par le requérant il convient de constater qu'une ordonnance d'indisponibilité de la parcelle D sise à Adogléta lot 617 bis jusqu'au règlement définitif a été rendue le 16 août 2001 et notifiée à toutes les parties ;

Que cette décision constitue une garantie pour l'une et l'autre partie qui ne doivent entreprendre aucune œuvre nouvelle sur ladite parcelle ;

Qu'il résulte de ce qui précède que l'irréparabilité du préjudice encouru par le requérant n'est pas justifiée ;

Que dès lors toutes les conditions exigées par la loi n'ayant pas été réunies en la présente cause, il y a lieu de rejeter ladite requête.



PM

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours aux fins de sursis à l'exécution du Permis d'habiter n°2/337 du 11 juillet 2001 délivré à Madame CHITOU Abdou Rahamane sur la parcelle "D" du lot 617 bis – lotissement Kpankpan-Midombo, est recevable ;

Article 2 : Ledit recours est rejeté ;

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant ;

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême ;

Ainsi fait, délibéré par la Chambre Administrative de la Cour Suprême étant composée comme suit :

- **Jérôme O. ASSOGBA**, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT

- **AKPAKA Joachim G** }

et }

- **Eliane PADONOU** }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique les jour, mois et an que dessus.

En présence de :

Lucien Aristide DEGUENON,

MINISTERE PUBLIC



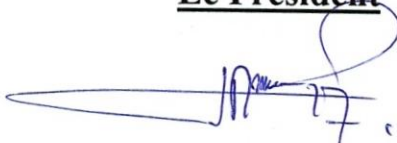


Et de Geneviève GBEDO,

GREFFIER.

Et ont signe

Le Président



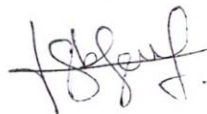
Jérôme.O.ASSOGBA

Le Rapporteur



Joachim G. AKPAKA

Le Greffier



Geneviève . GBEDO



DEZ 2000

enregistré à Cotonou le 05/02/04
 Fo 009 Case 601
 reçu deux mille francs.
 l'inspecteur de l'enregistrement




Antoinette M. L. AGO

comptable à Comptable de
C
L
L'Association de l'Association



Antoinette M.L. 700